



ANALYSE DES RESULTATS

Les analyses suivantes concernent les 426 structures répondantes. Elles doivent être considérées avec la précaution statistique relative à l'échantillon et ne peuvent être directement extrapolées à l'ensemble des structures des secteurs.

L'analyse des données collectées par *Mon Observatoire du Développement Durable* permet de tirer les conclusions suivantes quant à la maturité des démarches de Développement durable menées par les structures sanitaires, sociales et médico-sociales ayant répondu.

Une campagne mobilisatrice qui montre la transversalité du sujet, plutôt bien appréhendé par les directions

La première campagne de Mon Observatoire du Développement Durable a su mobiliser 426 structures en période estivale, ce qui est un signe très encourageant. Le profil des répondants – en premier lieu des directeurs – montre que le sujet mobilise les structures et en particulier les directions. C'est un sujet très transversal car l'observatoire a su toucher des structures de tous secteurs et de toute taille. De plus, la préoccupation des structures dépasse le seul volet environnemental du Développement Durable car tous les volets de l'observatoire ont été largement renseignés.

Cependant, les questions concernant la collecte de données chiffrées ont été bien moins renseignées par les répondants (par exemple sur le volet environnemental), preuve que les structures ont encore quelques difficultés à suivre et rendre compte de ces indicateurs. D'une manière générale également, les taux de maturité médians sur chaque volet sont assez faibles et au mieux sur le volet social, seul un quart des répondants dépasse le taux de 63% de maturité.

Le volet gouvernance met en avant que les structures sont sensibilisées aux enjeux de Développement Durable bien que des progrès restent à faire

La majorité des répondants sont sensibilisés aux enjeux du Développement Durable. La plupart d'entre eux ont même identifié des ressources dédiés à la mise en œuvre de la RSE dans la structure.

Néanmoins, l'ouverture de la structure au dialogue avec les parties prenantes est encore à améliorer. Elle est en priorité tournée vers le premier cercle des professionnels et bénévoles de la structure – point corroboré avec le niveau de maturité sur le dialogue social. Les cercles suivants de concertation (patients / personnes accompagnées, partenaires et fournisseurs) ne sont que peu associés à la vie de la structure.

Les volets social et sociétal présentent des taux de maturité plus élevés que les autres volets. Une synergie semble se dessiner entre les différentes démarches engagées sur ce sujet et la RSE

La maturité médiane est plus élevée sur les volets social et sociétal que sur les quatre autres volets, sachant qu'elle n'est que de 50%. En effet, les structures – par leur activité et les incitations qu'elles reçoivent – sont sensibilisées à ces sujets.

Par ailleurs, les structures présentent deux atouts significatifs : elles emploient globalement plus localement que la moyenne des entreprises françaises et elles atteignent ou dépassent assez fréquemment le taux d'emploi cible des personnes en situation de handicap. Cependant, la lutte contre les discriminations ne semble pas identifiée comme un enjeu prioritaire.

De plus, il faut souligner que la maturité des démarches d'amélioration de la qualité de vie au travail, de promotion de la bienveillance, du dialogue social et des parcours professionnels sont assez fortement corrélés, ainsi qu'avec la démarche RSE. Cela suggère un cercle vertueux où les structures engagées dans une démarche d'amélioration continue parviennent plus facilement à mettre en place les différents volets de la RSE.



Le volet environnemental est représentatif de la difficulté des structures à objectiver leurs résultats

En effet, peu de structures sont en capacité de restituer les données de base réclamées par l'observatoire : consommation d'eau, volume d'énergie facturé, poids des ordures ménagères, etc.

De plus, lorsque les données sont renseignées, les résultats montrent sur les deux dernières années une quasi stabilité de la consommation en eau et de la production de déchets, et une augmentation significative de la consommation d'énergie.

Les volets économique et achats sont révélateurs d'une stratégie RSE qui peine à se traduire en actions concrètes et mesurables

Ces volets mettent en évidence la difficulté des structures à traduire concrètement leur ambition en terme de Développement Durable.

D'un côté, la maturité concernant les achats durables est perfectible dans la mesure où plus de la moitié des structures n'intègrent pas encore de critères sociaux dans leurs marchés. Plus encore, aucune corrélation n'apparaît entre maturité de la démarche d'achat responsable et réduction de la production de déchets, alors même que plus de la moitié des répondants indiquent chercher à réduire l'impact environnemental de leurs achats, présentent une maturité élevée dans la gestion des déchets et indiquent avoir au moins un fournisseur ayant des engagements vérifiables en la matière...

De plus, les structures semblent pilotées principalement à partir de critères budgétaires et, bien que de nombreuses structures aient identifié des indicateurs extrafinanciers, ceux-ci ne sont pas systématiquement exploités.

En synthèse, les structures ont identifié les enjeux de la responsabilité sociétale (RSE) mais manquent d'opérationnalisation des démarches

Si les directions des structures répondantes sont sensibilisées au Développement Durable, leur approche reste encore assez théorique et manque de pilotage opérationnel outillé avec des indicateurs de suivi et de résultat.

Cependant, de nombreuses initiatives des professionnels sont évoquées, ce qui permet d'envisager la possibilité de les inscrire dans une stratégie de RSE opérante.

L'augmentation du nombre de répondants aux campagnes des prochaines années sera un signe encourageant de la pénétration des enjeux de Développement Durable dans les structures.

Pistes d'actions

Afin de s'engager pleinement dans les objectifs du Développement Durable, les structures gagneront à :

- Intégrer davantage la RSE comme un axe essentiel du projet de la structure ;
- Outiller le pilotage opérationnel de la stratégie RSE ;
- Identifier, former et valoriser les ressources clés sur la RSE dans la structure ;
- Développer leur maturité sur les démarches sociales, en particulier le développement du bien être au travail ;
- Outiller le suivi permettant la maîtrise des consommations, en particulier énergétique ;
- Concrétiser les engagements d'achat responsable ;
- Engager les actions de réduction des ordures ménagères et des déchets alimentaires.